



Argentine: La faim s'invite aux urnes

Par [Sergio Ferrari](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 22 octobre 2019

[Le Courrier](#) 21 octobre 2019

En Argentine, crise sociale et changement politique devraient aller de pair ce dimanche, à l'occasion d'élections générales. L'expansion de la misère durant le mandat du libéral Mauricio Macri paraît rédhibitoire.

L'Université catholique argentine (UCA), institution de référence dans l'évaluation sociale du pays, estime qu'en décembre de cette année, lorsque débutera le nouveau mandat présidentiel, la pauvreté concernera 40 % de la population. Le très officiel Institut national de statistiques et de recensement (INDEC) a confirmé, fin septembre, qu'à la fin du premier trimestre 2019, 16 millions de personnes (35,4 % des Argentins) étaient pauvres et 3,4 millions de personnes (7,7 %) indigentes. Un enfant sur deux vit en état de pauvreté.

A l'approche des élections générales (lire ci-dessous), le constat est brutal. Élu de justesse il y a quatre ans avec la promesse de la « pauvreté zéro », Mauricio Macri a bien de la peine à justifier ce paradoxe : l'Argentine est l'une des grandes puissances agricoles du monde, et pourtant la faim tenaille des millions de ses habitants.

Autrefois considéré comme l'un des « greniers du monde », le pays sud-américain assure encore aujourd'hui, grâce à ses exportations, l'alimentation de 400 millions de personnes, soit dix fois plus que sa propre population.

Pourtant, à cause de la chute accélérée des revenus, de plus en plus d'Argentins doivent compter sur la solidarité pour s'alimenter. Durant cette dernière année, la partie la plus pauvre de la population a perdu 20 % de son pouvoir d'achat.

Bibliothèque et cantine

« Nous sommes très préoccupés par l'augmentation, ces trois dernières années, du nombre de personnes venant chercher un plat de nourriture », témoigne Daniel Macalusi, le vice-président de la Bibliothèque populaire Empalme Norte. Dans cette zone pauvre de la banlieue de Rosario, durement frappée par le narcotrafic et la violence qu'il génère, l'institution culturelle a dû s'improviser restaurant social. Trois fois par semaine au moins, « nous assurons un repas du soir gratuit aux pauvres du quartier », détaille cet électricien indépendant de 52 ans. Plus de 400 personnes bénéficient à chaque fois de la mobilisation bénévole de leurs voisins. Cela fait huit ans que Daniel Macalusi collabore à la Bibliothèque populaire. Aujourd'hui, en plus des livres, elle porte pas moins d'une dizaine de programmes éducatifs, culturels et sportifs.

C'est en 2016 qu'elle ouvre sa cantine pour venir en aide à des centaines d'habitants, dont

de nombreux enfants et adolescents. « Au début, nous offrions le goûter à quinze enfants. Actuellement, plus de cent reçoivent quotidiennement leur verre de lait et un petit pain », explique Daniel Macalusi.

Une étude récente de l'université de Rosario et de l'organisation Barrios de Pie, diffusée durant la seconde semaine d'octobre, indique que quatre mineurs sur dix fréquentant les restaurants populaires de la province de Santa Fe souffrent de malnutrition.

Daniel Macalusi confirme : « Je le constate de mes propres yeux, c'est la pire situation de misère qu'il m'a été donné de voir depuis de longues années. J'ai vu comment la perte de l'emploi affecte notre communauté. Je l'ai moi-même vécu. Actuellement, je n'ai du travail que deux jours par semaine. »

ENCADRÉ : DIFFICILE ALTERNANCE

Net vainqueur des primaires obligatoires en août dernier, le ticket du Frente de Todos (Front de tous, centre gauche), composé d'Alberto Fernández et de l'ex-présidente Cristina Kirchner, semble avoir conservé, voire accentué, son avance de quinze points sur Mauricio Macri au seuil du scrutin. Tout indique que l'ancien chef de cabinet de Nestor Kirchner l'emportera dès le premier tour qui se tient dimanche au sein du pays sud-américain. Reste que la probable alternance, dès le 10 décembre prochain, s'annoncerait sous de sombres auspices pour le duo péroniste, qui devrait affronter deux périls simultanés : l'augmentation exponentielle de la misère et une dette extérieure extrêmement alourdie, avec la créance record de 57 milliards de dollars contractée par Mauricio Macri auprès du Fonds monétaire international (FMI). A la fin de cette année, selon les calculs concordants effectués par divers spécialistes, la dette extérieure argentine dépassera les 90 % du produit intérieur brut (PIB), alors que celui-ci sera réduit d'au moins 4 %, avec une chute du pouvoir d'achat des salaires estimée à 20 % et un taux de chômage supérieur à 12 %. En cas de victoire du Frente de Todos, tout indique que ses dirigeants s'orientent vers une renégociation de la dette grâce à laquelle le FMI a tenté, sans aucun succès, de consolider le gouvernement actuel. Selon la revue *Resumen Latinoamericano*, durant les quatre années du gouvernement Macri, la fuite des capitaux aura dépassé 72 milliards de dollars, grâce à divers mécanismes ayant particulièrement bénéficié au très concentré secteur financier. Concernant le combat contre la faim, les propositions de l'opposition ont été très claires et explicites. Durant la première semaine d'octobre, Alberto Fernández a présenté publiquement son projet « Argentina sin Hambre » (l'Argentine sans faim). Ce plan considère l'alimentation et la nutrition comme des droits humains fondamentaux : elles doivent devenir des politiques de l'État et « la priorité nationale n°1 d'un nouveau contrat social ». Les sept axes du plan « Argentina sin Hambre » incluent bien entendu des aides urgentes visant à améliorer la nutrition, une action sur les prix et sur les revenus pour les familles, mais il tente également de briser la logique de l'exclusion, en suscitant la création d'emplois et l'articulation des plans alimentaires avec la santé, l'éducation et le développement local. Pour appliquer ce programme, l'opposition prévoit la création d'un Conseil fédéral intégré par des universités, des syndicats, des associations patronales, des Églises et des organisations sociales, qui travaillerait en collaboration avec les différents ministères impliqués. Un observatoire interdisciplinaire serait créé pour contrôler et assurer le suivi et l'évaluation du Plan contre la faim. (Sergio Ferrari et Benito Pérez, *Le Courrier*)

L'inflation dévore tout

Pour Carlos Gómez, anthropologue et docteur en sociologie à Rosario, la pauvreté et la misère ont pris une nouvelle dimension depuis fin 2015, avec l'arrivée au gouvernement de Mauricio Macri. Les augmentations démesurées des prix des services publics essentiels (électricité, gaz, eau, etc.) et des combustibles ont joué le rôle de détonateur, relève M. Gómez. Des pourcentages accumulés de plus de 1000 % en très peu de temps, qui ont représenté une « véritable déflagration pour les revenus des classes moyennes et populaires, rendant inviable toute économie domestique et faisant disparaître les économies déjà précaires des quartiers, en particulier les petites entreprises. »

Un « ajustement » néolibéral qui a fait exploser les prix des aliments – 6,2 % en septembre dernier – et celui du transport public. L'inflation globale a atteint le mois dernier 5,8 %, ce qui la porte à 55,5 % sur l'année. Sur les quatre années du gouvernement Macri, la hausse des prix à la consommation se monte à environ 300 %.

Selon Carlos Gómez, même si le gouvernement actuel a maintenu quelques politiques sociales antérieures de son prédécesseur, « les digues qui avaient été consolidées durant la présidence de Cristina Kirchner ont explosé face à l'ampleur de l'augmentation du coût de la vie ».

Cette préoccupante réalité a poussé l'opposition péroniste à proposer une loi d'« urgence alimentaire », finalement approuvée par le parlement durant la troisième semaine de septembre. Cette mesure prévoit une augmentation de 50 % du budget national pour l'alimentation et la nourriture, en privilégiant plus particulièrement les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans, les femmes enceintes et les personnes âgées. La loi, qui s'appliquera jusqu'en 2022, stipule un ajustement trimestriel automatique de ce budget à l'inflation et au coût du panier de base alimentaire.

En attendant mieux, peut-être, après le scrutin de ce week-end.

Sergio Ferrari, *en collaboration avec Le Courrier, depuis l'Argentine*
Traduction Hans-Peter Renk

Via le site du [CADTM](#)

(Photo : José Cettour)

La source originale de cet article est [Le Courrier](#)
Copyright © [Sergio Ferrari](#), [Le Courrier](#), 2019

Articles Par : [Sergio Ferrari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca